



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 30/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MITHIEUX**

570 avenue de Villarcher - ZI des Landiers Nord  
73000 Chambéry

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement MITHIEUX implanté 570 avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord 73000 Chambéry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 09/02/2023 relatif à la non-conformité des rejets d'eaux industriels de l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MITHIEUX
- 570 avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104374
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société MITHIEUX, implantée sur le bassin chambérien depuis 1937, est une entreprise de traitement de surface des métaux, spécialisée dans la protection anticorrosion, principalement à destination de la filière automobile.

L'établissement bénéficie d'une autorisation préfectorale d'exploiter du 15/03/2010.

En 2021, l'industriel a bénéficié d'une aide de l'Etat dans le cadre du plan France Relance afin de réaliser des travaux de modernisation des équipements et d'augmenter ses capacités de production.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais <sup>(1)</sup>
2	Rejets eaux industrielles	APMD du 09/02/2023 article 1 alinéa 3	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Autosurveillance	AM du 02/02/1998 article 58	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets eaux industrielles	APMD du 09/02/2023 article 1 alinéa 2	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Suite à l'arrêté préfectoral du 09/02/2023 portant mise en demeure la société MITHIEUX de prendre les dispositions utiles en vue de respecter les concentrations limites applicables pour le rejet de ses eaux industrielles, l'exploitant s'est attelé à la recherche de solutions et a entrepris plusieurs essais sur une chaîne de traitement. Depuis fin 2023, il a mis en œuvre un nouveau procédé à base de matériaux filtrants permettant de capter sélectivement les micropolluants et métaux lourds des effluents industriels.

Les résultats du contrôle inopiné programmé en 2024 permettront de vérifier le retour à la conformité des rejets industriels de l'exploitant. Ce contrôle sera aussi l'occasion de comparer les résultats de l'organisme agréé en charge de ce contrôle inopiné avec les mesures contradictoires réalisées en interne par l'industriel selon le même protocole d'échantillonnage.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Rejets eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> APMD du 09/02/2023, article 1 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des effluents industriels
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MITHIEUX est mise en demeure, sous un délai maximal de 8 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>de prendre les dispositions utiles en vue de respecter les concentrations limites applicables pour les eaux industrielles, fixées à l'article 3.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 15/10/2010 susvisé, pour la DCO, le nickel et les cyanures. Les concentrations limites applicables aux paramètres DCO, nickel et cyanures sont respectivement fixées à 600 mg/l, 2 mg/l et 0,1 mg/l par l'arrêté préfectoral susvisé.</li><li>[...]</li></ul>
<b>Constats :</b> Depuis début 2023, l'exploitant a fait appel à plusieurs entreprises spécialistes du traitement de l'eau et a procédé à des essais en vue d'un retour à la conformité de ses rejets d'eaux industrielles.  Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'après plusieurs tests non concluants, de nouvelles fibres capables de filtrer les métaux lourds ont été installées en complément des résines anioniques actuelles qui saturent plus rapidement. De plus, une fois saturées, les nouvelles fibres sont régénérables et réutilisables.  Cependant, ce nouveau matériau ne capte pas les cyanures qui se retrouvent dans les effluents industriels à une concentration trop élevée. L'exploitant est donc contraint de procéder à l'évacuation des bains de zinc/nickel, à l'origine de la formation de cyanures, vers une filière de traitement adaptée pour être éliminés. De même, pour remédier aux non-conformités relevées sur le paramètre DCO, l'exploitant ne traite plus en interne les huiles récupérées dans le déshuileur après dégraissage des pièces, mais il procède désormais à leur évacuation.  La société MITHIEUX continue à explorer d'autres pistes qui permettraient de traiter en interne les bains de zinc/nickel ainsi que les huiles, tout en respectant les valeurs limites de rejets.  Selon l'exploitant, les actions qu'il a mises en œuvre lui permettent de respecter les concentrations limites applicables pour ses rejets d'eaux industrielles. Il précise que les résultats d'analyses de l'autosurveillance le confirment. Toutefois, dans la mesure où il a été constaté dès 2021 des variations importantes des résultats des analyses selon qu'elles sont réalisées en interne ou en externe, ce sont les résultats du contrôle inopiné prévu en 2024 qui permettront de juger la conformité des rejets industriels.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Rejets eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> APMD du 09/02/2023, article 1 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect VLE effluents industriels
<b>Prescription contrôlée :</b> La société MITHIEUX est mise en demeure, sous un délai maximal de 8 mois : <ul style="list-style-type: none"><li>[...]</li><li>de faire réaliser par un organisme agréé extérieur des mesures et des analyses de ses rejets d'eaux industrielles. Le rapport de contrôle des eaux de rejet sera transmis à l'inspection des installations classées dès sa réception par l'exploitant.</li></ul>
<b>Constats :</b> La société MITHIEUX n'a pas fait réaliser de mesures et analyses de ses rejets d'eaux industrielles par un organisme agréé extérieur depuis l'installation du nouveau procédé de traitement des métaux. Il a été convenu avec l'inspection que le contrôle inopiné programmé en 2024, dont la commande a été faite par MITHIEUX au mois de mai dernier, permettra de répondre à l'article 1 alinéa 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Selon les résultats de ce contrôle, la mise en demeure pourra être levée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Demande 1</u> : L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dès sa réception, le rapport des résultats des mesures sur les rejets aqueux effectués par l'organisme agréé dans le cadre du contrôle inopiné,</li> <li>• <u>Demande 2</u> : Lors du contrôle inopiné, la société MITHIEUX doit procéder aux prélèvements et analyses selon le même protocole d'échantillonnage que l'organisme agréé. Il devra transmettre les résultats d'une part à l'inspection, et d'autre part, à l'organisme extérieur afin que celui-ci intègre dans son rapport les mesures contradictoires réalisées en interne par l'industriel.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 3 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> AM du 02/02/1998, article 58. II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthodes de mesure - prélèvement et analyse
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>III. [...]</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<b>Constats :</b> <p>Dans le cadre de l'autosurveillance, le prélèvement et les analyses des eaux industrielles sont réalisés en interne par la société MITHIEUX.</p> <p>La fréquence du contrôle de recalage est respectée, et les résultats des analyses de l'organisme</p>

agréé externe sont importés dans GIDAF. Par contre, les résultats des analyses faites par MITHIEUX selon le même protocole d'échantillonnage ne sont pas transmis à l'inspection, ni déclarés dans GIDAF.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Demande 3: l'exploitant doit transmettre à l'inspection les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) qu'il utilise dans le cadre de son autosurveillance, et le cas échéant, la procédure qu'il a définie pour réaliser les mesures de contrôle et d'étalonnage de ses appareils de mesures,
- Demande 4: l'exploitant doit importer dans GIDAF les rapports d'analyses complets des contrôles de recalage et des contrôles inopinés effectués par des organismes agréés extérieurs,
- Demande 5: l'exploitant doit transmettre à l'inspection la convention signée de déversement d'eaux usées industrielles au réseau public d'assainissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois